

Les Échos – Vendredi 27 mars 2015

José Allegrini plaide la cause des citoyens marseillais

C'est un pénaliste au verbe acéré, au regard inquisiteur et au sourire large comme les criques corses de son enfance qui vient officiellement de prendre ses attributs de médiateur municipal de Marseille. Une fonction de « passerelle » entre une cité et ses administrés qu'un dispositif légal à l'étude prévoit de rendre obligatoire dans les villes de plus de 30.000 habitants. « *J'ai déjà mon outil* », plaisante José Allegrini en tirant de son tiroir le marteau qui sert à l'aménagement de son bureau sur la Canebière.

Dans une ville où l'on s'emporte facilement, la vie de prétoire qui a forgé ses nerfs d'acier, affûté ses talents d'orateur et aiguisé son sens de la diplomatie ne sera pas de trop pour apaiser les conflits qui jalonnent les relations entre les Marseillais et leurs services municipaux. « *C'est presque une œuvre sociale* », juge-t-il.

A soixante-sept ans, ce Phocéen d'adoption ajoute donc une nouvelle ligne à un CV déjà chargé. Commis d'office après une formation à l'université d'Aix-en-Provence quand Paris déchaussait les pavés, il doit défendre un père qui a violé sa fille de deux ans. « *Le bâtonnier m'a contraint à prendre cette affaire dégoûtante que je refusais. Elle a décidé de mon parcours* », résume celui qui a plaidé, depuis, dans les affaires les plus tordues.

Vacances au Sénégal

Connu (et parfois critiqué) pour être l'avocat de la French, défenseur des parrains corses « Jean-Jé » Colonna et Vincent Colonna d'Istria, il a mêlé son nom à quelques grandes procédures pénales des dernières décennies : le procès de Furiani, les comptes de l'OM, le cas Alessandri... « *Autant de dossiers qui vous interrogent sur le genre humain* » et un comble pour celui qui se rêvait commissaire de police.

Installé bâtonnier en 1995 alors qu'il est à la tête d'un cabinet de plus de 20 salariés, qu'il partage avec l'un de ses deux fils, puis président des barreaux de la Méditerranée - pour la plus grande fierté de sa mère, ancienne résistante et directrice de collège -, il obtient notamment du roi du Maroc l'aménagement des conditions de circulation des enfants issus de couples mixtes.

Son destin croise alors celui de l'Afrique, qui s'affiche en images protocolaires sur les murs de son bureau. Lorsqu'il est, par exemple, avec le président du Sénégal, pays où il passe régulièrement ses vacances dans sa maison lovée entre une mangrove clairsemée et une forêt de baobabs. « *J'y fais le vide, simplement à laisser vagabonder mes sens sur le temps sauvage qui s'écoule* », décrit cet homme aussi bavard que passionnant.

Il faut dire que son quotidien marseillais laisse peu de place à l'ennui. Pendant deux mandatures depuis 2001, José Allegrini cumulait la gestion de son cabinet et une délégation municipale contraignante. Il fut d'abord en charge de la police (il est à l'origine de l'implantation des premières caméras de vidéosurveillance), puis de la sécurité, comprenant notamment la [gestion des risques](#), les marins-pompiers et la protection civile. « *Un travail de titan* », admet-il.

Sa nomination au poste de médiateur par le maire - qui lui a, dit-il, « *donné carte blanche* » pour aller jusqu'à auditer les services de la ville, quitte à inquiéter la hiérarchie municipale - n'y changera pas

grand-chose. « *Je trouve malgré tout de quoi ménager deux heures quotidiennes pour lire, toujours plusieurs livres à la fois, et zapper, mon péché mignon* », avoue-t-il.

Au mur de son bureau, une affiche de cinéma détournée par ses collègues pénalistes résume cette soif d'action : on l'y voit singeant « Bébel », pistolet en bandoulière, prêt à affronter toutes les « Peurs sur la ville ». Mais il le jure : « *Ma nouvelle mission sera plus douce et pleine d'empathie.* »

Paul Molga, Les Échos

En savoir plus sur http://www.lesechos.fr/journal20150327/lec2_carnet/0204253354186-jose-allegri-plaide-la-cause-des-citadins-marseillais-1105967.php?HKO9j3eogsUGOEj8.99